

Amplifier les mobilisations sociales, construire l'alternative dans les luttes et les échéances électorales de 2021 et 2022 !

Résolution du conseil national du PCF — 30 janvier 2021

Un an après le début de la pandémie, Emmanuel Macron et le gouvernement Castex s'enferment un peu plus chaque jour dans des logiques capitalistes et autoritaires incapables de répondre aux besoins de nos concitoyens.

Si la décision d'un troisième confinement était rendue nécessaire par la présence de nouveaux variants du virus, cela ne doit pas masquer l'échec de la politique sanitaire du pouvoir. Après le fiasco des masques et des tests, l'inefficacité de la stratégie de vaccination est un nouveau scandale d'État.

Au lieu d'infantiliser les Français-es, l'heure est à investir massivement, former et embaucher, dans l'hôpital public et les ehpad et à construire avec les habitant-e-s, travailleurs-euses, les élu-e-s locaux-ales une politique de test et de vaccination à la hauteur des besoins du pays. Il ne peut y avoir de stratégie sanitaire efficace sans démocratie sanitaire. La transparence, la maîtrise publique et citoyenne de la politique de santé, la coopération de l'État avec le Parlement et les élu-e-s, les collectivités locales et acteurs sociaux sont des nécessités.

Le fait que la France, sixième puissance mondiale, ne parvienne pas à répondre aux besoins du pays est une humiliation ! L'échec de Sanofi sur le vaccin et les destructions d'emplois programmées sont un crime industriel et sanitaire. Force est de constater que le pouvoir accompagne les grands groupes, en particulier les laboratoires pharmaceutiques, dans le seul objectif de faire du profit sur la pandémie. Nous exigeons l'interdiction du plan de suppressions d'emploi de Sanofi, notamment dans la recherche. Nous exigeons des laboratoires la levée des droits sur les brevets. Nous organiserons dans les prochains mois des assises du médicament.

→ Le conseil national du PCF appelle à amplifier la campagne pour un accès libre et gratuit aux vaccins de tous les peuples, intitulée « Pas de profit sur la pandémie », dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne.

Sur le plan économique et social, les plans de licenciements des grands groupes, qui se multiplient, sont inacceptables. En cumul, depuis le 1^{er} mars, 84 100 ruptures de contrat de travail ont été envisagées dans le cadre de PSE, soit près de trois fois plus que sur la même période l'année précédente. Et des milliers de petites et moyennes entreprises font faillite.

→ Le conseil national du PCF appelle à amplifier les mobilisations sociales dans tous secteurs, à participer massivement à la journée d'action interprofessionnelle du 4 février et à agir dans tous les domaines pour une réindustrialisation sociale, écologique et démocratique et le développement des services publics. C'est le sens des états généraux de l'énergie qui débiteront le 13 février prochain.

La pauvreté atteint un niveau inédit depuis la Seconde guerre mondiale, touchant plus de 10 millions de personnes dans notre pays. Et pendant ce temps, les interventions massives de la BCE et les aides publiques de l'État ont surtout nourri le capital et fait grimper les cours de bourse. Les milliardaires français-es ont gagné 175 milliards d'euros entre mars et décembre 2020, soit deux fois le budget de l'hôpital public ! Ils ont retrouvé leur niveau de fortune en neuf mois, quand il faudra plus de dix ans aux plus pauvres pour s'en relever. Les femmes sont particulièrement touchées.

→ **Le conseil national du PCF appelle à se mobiliser avec les habitant·e·s des quartiers populaires contre la misère, le racisme, les discriminations et les inégalités, à développer les actions de solidarité concrète, à faire connaître largement notre projet de sécurisation de l'emploi et de la formation visant à éradiquer le chômage et la précarité par de nouvelles mesures de sécurité sociale pour chacune et chacun.**

Cela implique de poursuivre notre bataille pour l'emploi et sa sécurisation, tout particulièrement à partir des besoins de création d'emploi et de formation dans la filière santé, de l'industrie à l'hôpital en passant par la recherche ; des mobilisations contre les plans sociaux des grands groupes et pour une transformation productive ; des exigences de la jeunesse ; de la situation des TPE-PME ; des exigences de contrôle des aides publiques et du chômage partiel.

Cela implique une tout autre utilisation de l'argent, des richesses créées par les travailleurs, dont le pouvoir d'intervention doit grandir dans les entreprises et les services et de nouvelles institutions démocratiques à tous les niveaux.

Alors que les lycéen·ne·s, étudiant·e·s et jeunes travailleur·euse·s du pays souffrent fortement de la crise, la politique du pouvoir n'apporte pas de réponse à la hauteur de leurs besoins. Pire, les inégalités s'aggravent car le gouvernement prend prétexte de la crise sanitaire pour accélérer les politiques libérales dans l'éducation en visant la fin de l'école unique, n'assure même pas aux jeunes le filet de sécurité que pourrait constituer le RSA. Nous ne voulons pas d'une génération sacrifiée !

→ **Le conseil national du PCF appelle à la mobilisation pour un plan d'urgence pour les jeunes et pour des états généraux de l'éducation comme l'ont réclamé récemment 100 personnalités issues du monde de l'éducation.**

Dans ce contexte, les échéances électorales, départementales et régionales prévues en 2021, présidentielle et législatives en 2022, seront décisives pour construire une alternative de gauche et écologiste à Emmanuel Macron, à la droite et l'extrême droite, avec une influence des communistes renforcée.

→ **Pour y parvenir, le conseil national du PCF appelle :**

à partager largement les projets communistes pour nos départements et nos régions, à agir jusqu'au bout pour les rassemblements les plus larges possibles pour faire gagner la gauche et faire élire le plus grand nombre possibles d'élu·e·s communistes pour les mettre en œuvre ;

à engager le débat avec les Français·es sur leur projet pour le pays et le rassemblement à faire progresser pour ouvrir à la France une perspective d'espoir, qui rompe résolument avec la domination mortifère du capital comme avec les politiques néolibérales conduites depuis trop longtemps au sommet de l'État, et tout particulièrement celles que mène l'actuel pouvoir macronien.

Concernant les échéances de 2022, il appartient d'ores et déjà aux communistes de s'emparer des enjeux de ce rendez-vous politique, qui sera décisif pour notre parti.

Le conseil national du PCF appelle à l'organisation du débat dès à présent à tous les niveaux du parti sur la présidentielle et les législatives afin de nourrir ce travail par des contributions individuelles ou collectives qui seront mis à disposition à travers la lettre d'information *CommunisteS* puis sur un site internet national dédié.

La commission nationale du texte est au travail, à partir de ces contributions et de l'audition de personnalités, et présentera un projet de texte au conseil national du 13 mars. Toutes les organisations du parti, tou-te-s les communistes seront alors appelé-e-s à contribuer à ce projet de texte en vue de la conférence nationale des 10 et 11 avril, qui devra adopter un texte définitif et le bulletin de vote.

Les communistes voteront du 7 au 9 mai sur leurs choix pour les échéances de 2022. Le conseil national du PCF, pour créer les conditions d'une candidature communiste à la présidentielle si les communistes en décident ainsi, lance ce jour l'appel à candidatures à **cette élection**. Cet appel sera clos le 13 mars au matin et les communistes seront informé-e-s des candidatures reçues.

Paris, le 30 janvier 2021

Conseil national du PCF